

La crise financière et notre réponse aux changements climatiques

Un commentaire de l'IIDD

Peter Wooders, Économiste principal
David Runnalls, Président-directeur general

Novembre 2008

La crise financière survient à un moment critique de notre réponse aux changements climatiques. Sur le plan physique, la concentration croissante des gaz à effet de serre dans l'atmosphère nous rapproche du point de non retour, là où l'ampleur des changements climatiques aura des conséquences extrêmes. Sur le plan politique, l'année à venir est essentielle pour les engagements à long terme envers la réduction des émissions de gaz à effet de serre, alors que les gouvernements mettent la touche finale à un régime qui prendra le relais après l'expiration du Protocole de Kyoto.

Pourtant, les premiers commentaires sur les liens entre la crise financière et notre réponse face aux changements climatiques brossent un tableau pessimiste. Selon le point de vue le plus courant, les gouvernements vont tenter de ne pas accabler le commerce et l'industrie de coûts et réglementations supplémentaires alors que la santé de l'économie est fragile et que la stabilité des emplois le devient. Cela suppose, par conséquent, une volonté politique amoindrie de mettre en œuvre à court terme des politiques connexes aux changements climatiques. Cela suppose, en outre, que les accords à long terme feront l'objet d'une attention moins soutenue. Cette façon de penser ne tient manifestement pas compte du fait que, malgré un rapide essor économique, pratiquement aucun progrès n'a été réalisé dans ces deux domaines au cours des dix dernières années.

Il est clair que nous ne pouvons attendre que les conditions économiques soient parfaites pour nous attaquer aux changements climatiques. Il est tout aussi clair que le fait de réduire ou de différer nos réponses actuelles ne correspond pas à la vision à long terme nécessaire pour faire face aux changements climatiques.

La transition vers une économie plus durable exige un prolongement majeur des réponses actuelles; elle devra être fondée sur la coopération internationale, un financement massif organisé à l'échelle mondiale ainsi que le transfert de technologies et techniques essentielles. Si certains pays diffèrent ou réduisent leurs activités, ceux qui souhaitent agir seront limités. Le monde développé doit montrer l'exemple, prouvant qu'il a véritablement l'intention d'honorer son engagement à réduire les émissions de gaz à effet de serre sans égard à la conjoncture économique et quel que soit le fardeau qui pourrait en résulter pour ses propres entreprises, industries et intérêts.

Malgré le pessimisme, la crise financière fournit un certain nombre de possibilités d'amélioration et de reconsidération de nos réponses face aux changements climatiques. Et, le plus important peut-être, elle a montré qu'il peut ne pas être judicieux de faire confiance à des marchés incontrôlés pour obtenir un éventail d'avantages économiques, environnementaux et sociaux : les gouvernements doivent s'impliquer plus à fond dans la réalisation des objectifs politiques. Elle a en outre prouvé que nous devons être plus proactifs dans la gestion des principaux risques que court l'économie.

Comparé aux changements climatiques, le système financier est moins complexe, peut plus rapidement absorber le soutien, et les répercussions de toute crise qu'il subit tendent à être réversibles. Néanmoins, il existe aussi d'importantes analogies : l'ampleur du soutien nécessaire pour atténuer le risque est similaire et la menace fondamentale pesant sur nos économies est grave dans les deux cas. La réévaluation du risque doit également tenir compte des technologies et techniques de pointe nécessaires pour modifier nos habitudes d'émission de gaz à effet de serre. Même avant la crise, le secteur financier a souvent considéré que de tels investissements étaient risqués. Il faudra, pour répondre à l'aversion du risque accrue constatée aujourd'hui, un ensemble de politiques, de réglementations et d'accords qui motiveront clairement, et à long terme, cette pièce maîtresse d'un avenir durable.

Le long terme est un ensemble de courts termes consécutifs. À court terme, il existe toujours une raison ou une autre pour différer une action. Les conséquences des délais et des faux-fuyants sont brutales : certes, les changements climatiques déclencheront une réponse majeure, mais elle n'aura lieu qu'après la survenance d'une crise; crise dont l'ampleur, et le caractère irréversible d'un grand nombre de ses conséquences, feront des répercussions des troubles financiers actuels un simple fait divers. Si nous négligeons le long-terme, c'est sans bienveillance que les générations futures considéreront notre évaluation des réalités politiques.